Nouvelles locales du mardi 22 novembre 2011

@rib News, 22/11/2011

Droits de l'homme- Le président de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme au Burundi se dit inquiet par l'arrestation de personnes par certains agents de la police ou de la documentation nationale avant de les retrouver mortes. Selon Emmanuel Ntakarutimana, déplore que les gens continuent à être des cibles de ces agents alors qu'ils sont chargés de protéger la population civile. [Rpa/Isanganiro/Bonesha/Rtnb]

- S'exprimant sur le récent cas de décapitation de Léandre Bukuru, membre du parti MSD à Gitega, le président de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme souligne que ce citoyen doit coûte que coûte être enterré avec dignité. Il accuse sans chercher les mots, le comportement du procureur du tribunal d'appel de Gitega, de n'avoir respecté la demande des commissaires de la CNIDH de ne procéder à un enterrement de ce membre de l'opposition décapité par la police. [Rpa/Isanganiro/Bonesha]- Selon Ntakarutimana, qui que ce soit sera un jour traduit devant la justice car, selon lui, le monde a changé et personne n'est plus désormais au-dessus de la loi. En tant que président de cette Commission des droits de l'homme au Burundi, Ntakarutimana souligne que des enquêtes seront organisées par la CNIDH pour savoir ce que l'une ou l'autre personne a fait dans la mort de Léandre Bukuru, membre du MSD tué à Gitega. [Rpa/Isanganiro]- Le président de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme s'insurge contre l'arrestation des personnes par la police et leur exécution extrajudiciaire. Il évoque notamment le cas de Léandre Bukuru récemment constaté à Gitega où ce dernier a été retrouvé en morceaux dans des endroits différents. Franchement Emmanuel Ntakarutimana affirme que la justice de Gitega a failli à sa mission pour n'avoir pas engagé des enquêtes avant l'enterrement le cadavre. En outre, le fait que le corps a été enterré en l'absence de la famille de la victime et de cette défaillance. La justice a en effet procédé à elle seule à une messe de requiem, avant l'enterrement, en l'absence des hommes de l'Eglise habituellement habilités à le faire. [Rpa/Isanganiro/Bonesha]- Le président de la CNIDH souligne également qu'elle va contribuer dans la vie des orphelins laissés par Bukuru Léandre, de même que sa veuve, ajoutant que la justice doit jouer pleinement son rôle pour tranquilliser les familles qui perdent les leurs ces derniers jours, a-t-il conclu. [Rpa]- Le gouvernement menace des journalistes de poursuites judiciaires, selon le CPJ et la HRW dans un communiqué conjoint signé ce 21 novembre 2011. « Les autorités burundaises devraient cesser d'exercer des pressions accrues sur les journalistes ». « Au cours des dernières semaines, des journalistes ont été convoqués de plus en plus fréquemment pour interrogatoire par les autorités du parquet, en réaction à des émissions de radio impliquant des agents de l'état dans des atteintes présumées aux droits humains », selon ce communiqué conjoint des deux organisations internationales. [Rpa]- « Nous sommes profondément préoccupés par la récente escalade dans l'intimidation des médias au Burundi », a déclaré Daniel Bekele, directeur de la division Afrique à Human Rights Watch cité par le communiqué conjoint de la CPJ et HRW. « Cette attaque contre la presse libre rend pratiquement impossible le travail des journalistes souhaitant réaliser des enquêtes et des reportages de manière indépendante », a-t-il conclu. [Rpa/Isanganiro]- Le 8 novembre, Bob Rugurika, rédacteur en chef de RPA, et Patrick Nduwimana, rédacteur en chef de Radio Bonesha FM, ont été convoqués au parquet de la mairie de Bujumbura et ont été interrogés relativement à ces programmes, déclare HRW rappelant aussi que le rédacteur en chef de la Radio Isanganiro, Patrick Mitabaro a quant à lui comparu le 15 novembre 2011. Selon ce même communiqué, même les directeurs des radios ne sont pas épargnés par ces convocations intempestives des journalistes ces derniers jours. Il déplore aussi que les membres des organisations de la société civile de même que les avocats soient ces derniers jours dans le collimateur du pouvoir, ce qui met en cause la liberté associatives et la liberté de presse, a conclu le communiqué. [Rpa/Isanganiro]- « Ces déclarations menaçantes semblent avoir été conçues non seulement pour intimider les journalistes, mais pour augmenter la pression sur eux afin qu'ils changent leur ligne éditoriale sous peine de fermeture et même d'emprisonnement », a déclaré Mohamed Keita, directeur de plaidoyer pour l'Afrique au sein du Comité de protection des journalistes, lui aussi cité dans ce communiqué conjoint. « Ces avertissements semblent préparer le terrain à un usage par le gouvernement de la loi afin de faire taire les journalistes », a-t-il conclu. [Rpa/Isanganiro]

Economie- Le Burundi, tout comme les autres pays de la sous-région, semble ne pas être prêt à une union monétaire des pays de l'Afrique de l'Est, a souligné Mme Rose Kamariza, présidente du groupe des experts réunis actuellement à Bujumbura ce jusque mercredi. [Rtnb]

Sécurité- Les bâtiments abritant le bureau communal de Kinama en mairie de Bujumbura ont pris feu ce matin. L'administrateur communal affirme que l'origine serait un problème de court-circuit. Parmi les objets enregistrés il y a 3 motos, 5 vélos, des téléphones portables, des fusils, des grenades et autres biens. Pour l'administrateur communal c'est toute responsabilité quant aux biens emportés par le feu arguant que l'incendie n'est pas d'origine criminelle. [Isanganiro/Rpa/Rtnb]